



**EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES
DE LA RÉGION DE GUEBWILLER
DE LA SÉANCE DU
29 septembre 2022**

L'an deux-mille-vingt-deux, le vingt-neuf septembre à dix-neuf heures, le Conseil de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller s'est réuni dans la salle des séances du siège de la Communauté de Communes, sous la présidence de Monsieur Marcello ROTOLO, Président de la CCRG.

Nombre de Conseillers élus : 41
Nombre de Conseillers en fonction : 41
Nombre de Conseillers présents : 32
Quorum : 21

Présents :

Dominique ABADOMA (*entre en séance lors de l'examen du point 4.1*) – Daniel BRAUN – Yves COQUELLE – Anne DEHESTRU – Annie DITTRICH – Jean-Jacques FISCHER – Patrice FLUCK – Hélène FRANÇOIS-AULLEN – Jean-Luc GALLIATH – Marie-Natacha GALLIATH (*Suppléante d'Alain FURSTENBERGER*) – Guy HABECKER – Philippe HECKY – Daniel HINDELANG – Marie-Christine HUMMEL – Marc JUNG – Yann KELLER – Francis KOHLER – Marianne LOEWERT – Luc MARCK – Roland MARTIN – Angélique MULLER – Fleur OURY – Karine PAGLIARULO – Jean-Pierre PELTIER – Marcello ROTOLO – Sylviane ROTOLO – André SCHLEGEL – Marie-Josée STAENDER – Grégory STICH – César TOGNI – Joseph WEISSBART (*Suppléant de François WURTZ*) – André WELTY –

Ont donné procuration :

Josiane BRENDER-SYDA à Yann KELLER – Hélène CORNEC à Anne DEHESTRU – Christian FACCHIN à Hélène FRANÇOIS-AULLEN – Claudine GRAWAY à César TOGNI – Maud HART à Marcello ROTOLO – Maurice KECH à Jean-Jacques FISCHER (*en raison de l'absence de sa suppléante Yvette BISSEY*) – Francis KLEITZ à Guy HABECKER – Claude MULLER à Daniel BRAUN – Aurélie OTTMANN à Dominique ABADOMA (*à compter du point 4.1*) –

Assistaient en outre à la séance :

Des agents de la CCRG
La presse locale

Secrétaires de séance :

Marc JUNG, assisté par Éric GILBERT, Directeur Général des Services de la CCRG

Point 2. ACTIVITÉS GÉNÉRALES

2.2- Modification du règlement intérieur du Conseil de Communauté (AB)

Ce point est présenté par Monsieur le Président.

Vu les articles L2121-8 et L5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Vu l'ordonnance 2021-1310 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements.

Vu le décret 2021-1311 du 7 octobre 2021 portant réforme des règles de publicité, d'entrée en vigueur et de conservation des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements.

Vu la délibération du Conseil de Communauté du 30 juillet 2020 adoptant son règlement intérieur.

Conformément à la réglementation en vigueur, le Conseil de Communauté, lors de sa séance du 30 juillet 2020, a adopté son règlement intérieur.

L'ordonnance et le décret relatifs à la publicité et la conservation des actes pris par les collectivités territoriales visent à simplifier et harmoniser le droit en supprimant notamment l'obligation de publication sur papier des actes et tendre vers la dématérialisation.

Ces mesures sont applicables depuis le 1^{er} juillet 2022.

La réglementation vient modifier les modalités pratiques se rapportant à la publicité des actes (notamment s'agissant du procès-verbal des séances du Conseil de Communauté), ce qui implique d'adapter le règlement intérieur en conséquence.

Le projet de règlement intérieur du Conseil de Communauté, comportant les propositions de modifications en rouge (en pages 4, 6 et 7), est joint en annexe 1.

Le Bureau, réuni le 12 septembre 2022, a émis un avis favorable.

Il est proposé au Conseil de Communauté de valider le règlement intérieur modifié du Conseil de Communauté de la CCRG tel que joint en annexe.

Ce point est adopté à l'unanimité dont huit procurations – Josiane Brender-Syda – Hélène Cornec – Christian Facchin – Claudine Grawey – Maud Hart – Maurice Kech – Francis Kleitz – Claude Muller –.



Signé et publié sur le site Internet de la CCRG le 10 octobre 2022
Le Président de la CCRG, Marcello Rotolo
Le Secrétaire de séance, Marc Jung





Règlement intérieur du Conseil de Communauté

Communauté de Communes de la Région de Guebwiller (CCRG)

Adopté par délibération du 30 juillet 2020
Modifié par délibération du 29 septembre 2022

*Les articles visés dans le présent règlement intérieur
se réfèrent au Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT)*

Préambule

Les dispositions relatives à l'organisation et au fonctionnement du Conseil de Communauté de la Communauté de Communes de la Région de Guebwiller (CCRG) sont celles qui prévalent pour les Conseils Municipaux tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions spécifiques des articles L5211-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

Article L5211-1

I. GÉNÉRALITÉS

• Désignation des Conseillers communautaires

Article 1

La CCRG est administrée par un organe délibérant composé de Conseillers communautaires élus dans le cadre de l'élection municipale au suffrage universel direct pour toutes les communes dont le Conseil Municipal est élu au scrutin de liste (communes de 1 000 habitants et plus). Dans les communes dont le Conseil Municipal n'est pas élu au scrutin de liste (communes de moins de 1 000 habitants), les Conseillers communautaires sont désignés dans l'ordre du tableau. En outre, les communes ne disposant que d'un seul Conseiller communautaire au sein de l'assemblée délibérante désignent un Conseiller communautaire suppléant.

Le nombre et la répartition des Conseillers communautaires appelés à siéger au sein de l'assemblée délibérante de la CCRG ont été actés par un arrêté préfectoral du 25 septembre 2019.

Articles L5211-6 et suivants

• Élection du Président et des Vice-Présidents

Article 2

Le Conseil de Communauté élit le Président et les Vice-Présidents parmi ses membres au scrutin secret et à la majorité absolue.

Article 3

S'il y a lieu, pour quelque cause que ce soit, à une nouvelle élection du Président, il est procédé à une nouvelle élection des Vice-Présidents, le cas échéant, après désignation des Conseillers communautaires appelés à compléter le Conseil de Communauté. Dans ce cas, le Conseil de Communauté est convoqué par le premier Vice-Président.

• Le Bureau

Article 4

Le Bureau est composé du Président et des Vice-Présidents. Le nombre de Vice-Présidents est fixé par délibération du Conseil de Communauté.

Article L5211-10

Article 5

Le Bureau se réunit, sur convocation du Président, afin de :

- ✓ préparer et examiner les affaires à soumettre au Conseil de Communauté
- ✓ décider des affaires relevant de ses attributions propres ou qui lui ont été déléguées par le Conseil de Communauté.

Lors de chaque réunion du Conseil de Communauté, le Président rend compte des travaux du Bureau et des décisions prises par délégation du Conseil de Communauté.

Article L5211-10

II. CONSEIL DE COMMUNAUTÉ

Article 6

Le Conseil de Communauté se réunit dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Les séances se tiennent au jour et à l'heure indiqués par la convocation et ont généralement lieu dans la salle des séances du siège de la CCRG.

Le Président convoque l'assemblée par écrit. La convocation est accompagnée d'un ordre du jour et d'une note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération. La convocation intervient, sauf urgence, au moins cinq jours francs avant la séance.

La convocation et la note explicative de synthèse sont transmises de manière dématérialisée ou, si les Conseillers communautaires en font la demande, adressées par écrit à leur domicile ou à une autre adresse. L'envoi par voie dématérialisée implique l'accord de l' élu en conformité avec le Règlement Général sur la Protection des Données.

Article L2121-10

Le Conseil de Communauté se réunit au moins une fois par trimestre.

Article L5211-11

À chaque début de séance, le Conseil de Communauté désigne en son sein un Secrétaire de séance. Il peut adjoindre à ce dernier un auxiliaire, pris en dehors de ses membres, qui assiste aux séances mais sans participer aux délibérations.

Article L2121-15

Le Conseil de Communauté débat sur les orientations générales du budget de l'exercice ainsi que les engagements pluriannuels envisagés qui interviennent dans un délai de deux mois précédant l'examen de celui-ci.

Article L2312-1

Le débat relatif au rapport sur les orientations budgétaires a lieu lors d'une séance ordinaire, après inscription à l'ordre du jour. Il donnera lieu à délibération et sera enregistré au procès-verbal de séance.

La convocation à ce Conseil de Communauté est accompagnée d'un rapport précisant les principales prévisions en matière d'exploitation et d'investissement.

Les Conseillers communautaires prennent connaissance des projets de contrats de services publics soumis à délibération par la note explicative de synthèse jointe à l'ordre du jour du Conseil de Communauté ainsi que par les comptes rendus des commissions ad hoc.

Les projets de contrats de services publics peuvent être consultés par tout Conseiller communautaire (titulaire ou suppléant) sur simple demande, avec prise de rendez-vous auprès des services, durant les cinq jours précédant la séance au siège de la Communauté de Communes.

Article L2121-12

Les Conseillers municipaux qui ne siègent pas au Conseil de Communauté sont informés, par voie dématérialisée (par envoi ou mise à disposition), des affaires de la CCRG faisant l'objet d'une délibération. L'envoi ou la mise à disposition par voie dématérialisée implique l'accord de l' élu en conformité avec le Règlement Général sur la Protection des Données.

Les Conseillers municipaux précités sont destinataires :

- ✓ d'une copie de la convocation et de la note explicative de synthèse adressées aux Conseillers communautaires avant chaque réunion du Conseil de Communauté
- ✓ du rapport sur les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels envisagés ainsi que sur la structure et la gestion de la dette de la CCRG
- ✓ du rapport annuel du Président retraçant l'activité de la CCRG, accompagné du Compte Administratif
- ✓ ~~du compte rendu des réunions~~ de la liste des délibérations du Conseil de Communauté dans un délai d'un mois **suivant la séance**
- ✓ **du procès-verbal du Conseil de Communauté dans un délai d'un mois suivant la séance au cours de laquelle il a été arrêté.**

Ces documents sont consultables en Mairie par les Conseillers municipaux, à leur demande.

Si la Conférence des Maires (*mentionnée à l'article 28*) émet des avis, ceux-ci sont adressés à l'ensemble des Conseillers municipaux des communes membres de la CCRG.

Article L5211-40-2

À défaut de transmission des adresses électroniques par les Conseillers municipaux, les envois précités seront adressés par courriel au Secrétaire de Mairie ou au Directeur Général des Services de la commune qui se chargera d'en assurer la diffusion. La CCRG sera alors regardée comme ayant transmis valablement lesdits documents.

Les élus doivent prévenir sans délai les services de la CCRG en cas de changement d'adresse électronique ou en cas de survenance d'un élément bloquant qui empêcherait la réception de courriels.

• Empêchements – Suppléance – Pouvoir

Article 7

Tout Conseiller communautaire empêché d'assister à une séance du Conseil de Communauté est tenu d'en informer le Président et les services de la CCRG.

Les communes ne disposant que d'un seul Conseiller communautaire au sein du Conseil de Communauté désignent un Conseiller communautaire suppléant. Ce dernier participe avec voix délibérative aux réunions du Conseil de Communauté en cas d'absence du Conseiller communautaire titulaire à la seule condition que ce dernier en ait avisé le Président et les services de la CCRG, par quelque moyen que ce soit, au moins 48 heures avant la date de la réunion. Les Conseillers suppléants sont destinataires des convocations aux réunions du Conseil de Communauté ainsi que des documents annexés à celles-ci.

Un Conseiller titulaire disposant d'un suppléant ne peut donner pouvoir à un autre Conseiller titulaire de voter en son nom, il doit obligatoirement être suppléé par son suppléant sauf si ce dernier est également empêché. Dans cette dernière hypothèse, le Conseiller titulaire peut alors donner pouvoir à un autre Conseiller pour le représenter selon les modalités figurant ci-après.

Un suppléant peut librement assister à une séance du Conseil de Communauté quand bien même le Conseiller titulaire serait présent. Il n'agit toutefois pas dans le cadre d'un mandat explicite confié par le Conseiller titulaire. Sa présence ne fait dès lors pas l'objet d'une mention dans le procès-verbal des délibérations et en aucun cas il ne dispose d'une quelconque habilitation à intervenir lors des débats de l'assemblée.

Article L5211-6

Le présent paragraphe s'applique aux Conseillers communautaires empêchés qui ne disposent pas de suppléant ou aux Conseillers communautaires titulaires empêchés dont le suppléant est également empêché. Lorsque l'un des Conseillers précités est empêché d'assister à une séance du Conseil de Communauté, il peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même Conseiller communautaire ne peut être porteur que d'un seul pouvoir. Ce pouvoir doit être transmis au Président et aux services de la CCRG, par quelque moyen que ce soit, de préférence 48 heures avant la date de la réunion. Dans le cas où deux ou plusieurs pouvoirs seraient présentés, soit par un Conseiller ayant donné plusieurs mandats à d'autres Conseillers, soit par un Conseiller ayant reçu plusieurs mandats d'autres Conseillers, le dernier pouvoir en date est seul valable ; si la postériorité ne peut être établie, les différents pouvoirs s'annulent.

Article L2121-20

• Présidence et police de l'assemblée

Article 8

Le Président préside le Conseil de Communauté avec voix délibérative. Il ouvre la séance, dirige les débats et fait procéder au maintien de l'ordre dans l'assemblée. Il peut faire expulser de l'auditoire toute personne qui trouble le déroulement de la séance.

Article L2121-16

En cas d'absence du Président, la séance est présidée par le premier Vice-Président non empêché pris dans l'ordre des désignations.

Dans les séances où le Compte Administratif du Président est débattu, le Conseil de Communauté élit son Président. Dans ce cas, le Président peut, même s'il n'est plus en fonction, assister à la discussion mais il doit se retirer au moment du vote.

Article L2121-14

• Séance à huis clos – Public

Article 9

Les séances du Conseil de Communauté sont publiques. Néanmoins, sur demande de cinq Conseillers communautaires ou du Président, le Conseil de Communauté peut décider, sans débat, à la majorité absolue de ses membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

Une proposition d'examen à huis clos sera soumise au Conseil de Communauté pour tous les dossiers imposant une confidentialité particulière.

Article L5211-11

Le public est admis dans la salle des séances dans la mesure des places disponibles. En cas d'affluence, priorité est accordée aux représentants de la presse puis aux porteurs d'une carte individuelle délivrée, dans l'ordre des demandes et pour chaque séance, par le Président.

• Procès-verbal

Article 10

~~Le procès-verbal des séances du Conseil de Communauté est affiché sous huitaine. Il est transmis aux Conseillers communautaires titulaires et suppléants.~~

Pour chaque point débattu, le procès-verbal reproduit l'exposé des propositions soumises à l'assemblée par le Président et, le cas échéant, les avis du Bureau. Le procès-verbal précise les dispositifs du vote intervenu. Les termes des débats et interventions des Conseillers font l'objet d'une synthèse reflétant au mieux les opinions et propositions émises. Un enregistrement audio est effectué durant la séance et permet, le cas échéant, d'apporter des compléments ou des amendements quant à la teneur des débats.

À cet effet, les Conseillers communautaires sont invités à utiliser le matériel qui est mis à leur disposition (micros). L'enregistrement audio de la séance est conservé jusqu'à approbation du procès-verbal lors de la séance suivante puis détruit, sauf contestation ou contentieux.

Le ou les textes des déclarations, discours ou autres interventions rédigés à l'avance et lus en séance sont à remettre au Secrétaire de séance, au plus tard à la fin de la réunion, pour insertion in extenso au compte rendu.

Article 11

Le procès-verbal de chaque séance, rédigé par le ou les Secrétaires, est arrêté au commencement de la séance suivante et signé et paraphé par le Président et le Secrétaire de séance.

Si la teneur du procès-verbal donne lieu à contestation, le Conseil de Communauté décide, par un vote à la majorité absolue des suffrage exprimés, des rectifications à y apporter.

Les réclamations ne peuvent en aucun cas entraîner une reprise des débats en cause.

Le procès-verbal contient la date et l'heure de la séance, les noms du Président, des membres du Conseil de Communauté présents ou représentés et du Secrétaire de séance, le quorum, l'ordre du jour de la séance, les délibérations adoptées et les rapports au vu desquels elles ont été adoptées, les demandes de scrutin particulier, le résultat des scrutins précisant, s'agissant des scrutins publics, le nom des votants et le sens de leur vote et la teneur des discussions au cours de la séance.

Dans la semaine qui suit la séance au cours de laquelle il a été arrêté, le procès-verbal est publié sous forme électronique de manière permanente et gratuite sur le site Internet de la CCRG et un exemplaire sur papier est mis à la disposition du public. Il est transmis aux Conseillers communautaires titulaires et suppléants.

L'exemplaire original du procès-verbal, qu'il soit établi sur papier ou sur support numérique, est conservé dans des conditions propres à en assurer la pérennité.

~~Le procès-verbal est approuvé lors de la prochaine réunion du Conseil de Communauté. Il est considéré comme approuvé lorsque les Conseillers qui ont assisté à la séance l'ont signé ou qu'il a été fait mention de la raison pour laquelle un ou plusieurs membres ont été empêchés de signer.~~

Article L2121-15

• Déroulement des travaux

Article 12

Dès l'ouverture de la séance, le Président procède à l'appel nominal des Conseillers communautaires.

Les noms des Conseillers présents, ainsi que ceux des absents, sont inscrits sur le procès-verbal de séance. Les pouvoirs et procurations sont enregistrés.

Article 13

Le Conseil Communautaire ne délibère valablement que lorsque la majorité de ses membres en exercice est présente. Pour la détermination du quorum, les procurations de vote ne sont pas prises en compte.

• Affaires dans lesquelles les Conseillers sont personnellement intéressés

Article 14

Le Président, les Vice-Présidents et les membres du Conseil de Communauté ne peuvent prendre part aux débats et délibérations relatifs aux affaires dans lesquelles ils sont intéressés personnellement ou comme mandataires.

• Examen des affaires

Article 15

Les affaires sont soumises à l'examen du Conseil de Communauté suivant l'ordre du jour.

Tout membre du Conseil de Communauté a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la CCRG qui font l'objet d'une délibération. Cette information est assurée au travers de la note explicative de synthèse jointe à chaque convocation.

Des renseignements complémentaires peuvent également être demandés, soit par écrit avant la réunion, soit oralement durant la séance.

Article L2121-13

• Motions, vœux

Article 16

Le Conseil de Communauté dispose du droit d'adresser aux autorités supérieures des vœux ou des motions. Leur objet doit être en connexion directe avec les intérêts de la CCRG. Les propositions contraires à ces dispositions ne sont pas inscrites à l'ordre du jour.

Article L2121-29

Article 17

À l'exception de celle inscrite par le Président à l'ordre du jour, une motion doit être proposée par au moins quatre Conseillers communautaires titulaires comprenant des représentants d'au moins deux communes différentes. Elle est remise par écrit au Président et fait l'objet d'un examen préalable en Bureau qui décidera ou non de son inscription à l'ordre du jour d'un prochain Conseil de Communauté.

• Tour de parole – Questions orales

Article 18

Tout Conseiller a le droit d'exposer en séance du Conseil de Communauté des questions orales ayant trait aux affaires de la Communauté de Communes.

À la demande d'un dixième au moins des membres du Conseil de Communauté, un débat portant sur la politique générale de la CCRG est organisé lors de la réunion suivante de l'assemblée délibérante. Cette disposition ne peut donner lieu à l'organisation de plus d'un débat par an.

Article L2121-19

Un Conseiller désirant prendre la parole doit la demander au Président. La parole est donnée dans l'ordre des demandes ; si celles-ci sont simultanées, l'ordre est laissé à la discrétion du Président.

La parole est donnée immédiatement et hors tour aux Conseillers désirant faire une remarque sur l'observation des dispositions légales ou réglementaires ou un rappel du règlement.

Les Vice-Présidents peuvent, avec l'accord du Président, intervenir à tout moment dans la discussion des affaires relevant de leurs attributions. Le Président décide seul si les agents de la Communauté de Communes, éventuellement invités en séance, peuvent être entendus.

Si le nombre, l'importance ou la nature des questions orales le justifient, le Président peut décider de les traiter dans le cadre d'une séance du Conseil de Communauté spécialement organisée à cet effet. Si l'objet des questions orales le justifie, le Président peut décider de les transmettre pour examen aux commissions concernées.

• Discipline des débats

Article 19

Le Président invite tout Conseiller se livrant à des digressions à revenir à l'objet de la discussion. Il peut, le cas échéant, rectifier ses assertions.

Si un Conseiller devait se montrer offensant ou démultiplier les questions orales et monopoliser les débats de manière manifestement abusive, le Président lui retire son droit de parole pour le restant de la séance.

Article 20

Le Président, à sa propre initiative ou sur la demande d'un ou plusieurs Conseillers, peut décider d'une suspension de séance.

• Clôture – Ajournement des débats

Article 21

Lorsque la parole n'est plus demandée, le Président déclare les débats clos.

La clôture des débats ou leur ajournement peuvent être demandés à tout moment par un Conseiller. La décision est prise par le Conseil de Communauté à la majorité absolue des suffrages exprimés.

- **Sort des propositions**

Article 22

À la fin de la discussion, le Président résume les propositions et fixe l'ordre suivant lequel elles seront soumises au vote.

- **Amendements et contre-propositions**

Article 23

Les amendements ou contre-propositions sont mis aux voix avant la ou les propositions initiales du Président. En présence de plusieurs amendements, le Président fixe le rang de priorité.

- **Vote**

Article 24

En dehors des cas où la réglementation impose une majorité qualifiée ou une unanimité, les délibérations sont prises à la majorité absolue des suffrage exprimés en tenant compte des votes par procuration.

La majorité absolue se définit comme étant plus de la moitié des voix valablement exprimées, il n'est tenu compte ni des abstentions (en cas de scrutin public) ni des bulletins blancs ou nuls (en cas de scrutin secret).

Lorsque le vote a lieu au scrutin public, le registre des délibérations comporte le nom des votants et l'indication du sens de leur vote. À égalité des voix, la voix du Président est prépondérante.

Article 25

Il est voté au scrutin secret soit lorsqu'un tiers des membres présents le réclame, soit lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination ou à une présentation. Dans ces derniers cas, si aucun des candidats n'a obtenu la majorité absolue après deux tours de scrutin secret, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative ; à égalité de voix, l'élection est acquise au plus âgé.

Le Conseil de Communauté peut décider, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations ou aux présentations, sauf disposition législative ou réglementaire prévoyant expressément ce mode de scrutin.

Article L2121-21

Article 26

Lors d'un vote à scrutin secret, les bulletins de vote ne doivent comporter aucune marque ou aucun signe extérieurs qui permettraient d'identifier le votant, sous peine d'être déclarés nuls. Une fois le scrutin clos, le Président et le Secrétaire de séance procèdent au dépouillement.

Les bulletins qui ne permettent pas de reconnaître indubitablement le sens du vote, qui comportent plusieurs noms, le nom du votant ou de quelconques annotations ou commentaires sont déclarés nuls.

III. COMMISSIONS INTERNES ET MIXTES

Article 27

Afin d'assurer le travail préparatoire propre à certains dossiers avant délibéré, le Conseil de Communauté peut constituer, en sus des commissions disposant d'une composition réglementairement établie, des commissions permanentes ou temporaires. Ces commissions sont soit « internes » lorsqu'elles se composent uniquement de Conseillers communautaires, soit « mixtes » dès lors qu'elles associent des personnalités provenant d'organismes extérieurs.

Les commissions sont dites “de pilotage” ou “opérationnelles”. Les commissions de pilotage comprennent, en plus du Président de la CCRG (Président de droit), un nombre de dix-neuf Conseillers communautaires (un représentant par commune). Les commissions opérationnelles comprennent, en plus du Président de la CCRG (Président de droit), un nombre de huit Conseillers communautaires. Ces dernières sont créées afin de constituer les projets et actions de la CCRG. Une commission opérationnelle peut être issue des rangs des membres de la commission de pilotage.

Le Conseil de Communauté peut, en cas de besoin, compléter une commission ou en réunir deux ou plusieurs pour l'étude en commun de certaines affaires.

Lorsqu'il s'agit de délibérer sur une question soumise par un Conseiller à une commission, ce dernier est convoqué lorsque l'affaire doit être examinée.

Le Président est Président de droit de chaque commission. Lors de la première réunion d'une commission, il est procédé à la désignation d'un Vice-Président habilité à lancer les convocations et à assurer la présidence si le Président est absent ou empêché.

Chaque commission se réunit sur l'initiative du Président ou du Vice-Président.

La convocation est envoyée au moins cinq jours francs avant la séance et précise l'ordre du jour de la réunion.

Les séances des commissions ne sont pas publiques.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des suffrage exprimés. À égalité des voix, la voix du Président est prépondérante. Les votes ne sont jamais exprimés à scrutin secret.

Les séances des commissions font l'objet de comptes rendus succincts.

En cas d'empêchement, le membre d'une commission peut être remplacé pour une réunion par un Conseiller municipal de la même commune désigné par le Maire. Ce dernier veille dans sa désignation à respecter le principe de la représentation proportionnelle défini au dernier alinéa de l'article L2121-22.

Lors de la création d'une commission par le Conseil de Communauté, ce dernier peut prévoir les modalités de participation de Conseillers municipaux des communes membres à cette commission.

Les élus municipaux suppléant le Maire ou ayant reçu délégation qui ne sont pas membres de cette commission peuvent assister aux séances de celle-ci, sans participer aux votes.

Article L5211-40-1

Les Commissions Réunies (l'ensemble des Conseillers communautaires) sont amenées à assurer le suivi de grandes thématiques ou dossiers (type PLU, OPAH-RU, PLH...), l'évolution des prises de compétences et les débats budgétaires (DOB, Budgets et Budgets Supplémentaires, Comptes Administratifs...).

Article 28

Une Conférence des Maires est obligatoirement créée. Elle est présidée par le Président. Outre le Président, elle comprend les Maires des communes membres. Elle se réunit, sur un ordre du jour déterminé, à l'initiative du Président ou, dans la limite de quatre réunions par an, à la demande d'un tiers des Maires.

La Conférence des Maires est un outil de gouvernance complémentaire au Conseil Communautaire, elle renforce le dialogue entre les Maires et entre l'EPCI et ses communes membres.

Article L5211-11-3

La convocation est envoyée au moins cinq jours francs avant la séance et précise l'ordre du jour de la réunion.

Les séances de la Conférence des Maires ne sont pas publiques.

Les décisions sont prises à la majorité absolue des suffrage exprimés. À égalité des voix, la voix du Président est prépondérante. Les votes ne sont jamais exprimés à scrutin secret.

La Conférence des Maires a notamment pour vocation à examiner, en amont de la séance, l'ordre du jour des Conseils de Communauté.

Les séances de la Conférence des Maires font l'objet de comptes rendus succincts.

• Groupes d'opposition

Un groupe d'opposition à la majorité doit a minima être constitué de quatre Conseillers communautaires titulaires. Le groupe est constitué par déclaration adressée au Président, signée par tous les membres du groupe et comportant la liste des membres. Un Conseiller ne peut adhérer qu'à un seul groupe.

Article 29

Un groupe d'opposition qui en fait la demande peut disposer sans frais du prêt d'un local commun (partagé le cas échéant avec d'autres groupes) à raison d'un minimum de quatre heures par semaine, dont deux heures au moins pendant les heures ouvrables.

Article L2121-27

Article 30

Un groupe d'opposition dispose d'un espace d'expression dans le bulletin intercommunal et sur le site Internet de la CCRG. La fréquence de l'expression des Conseillers de l'opposition sera conforme à celle de la périodicité du bulletin intercommunal.

Article L2121-27-1

Chaque groupe d'opposition bénéficie d'un espace identique d'expression équivalent à un quart de page, soit 1 200 caractères (titre, texte, signature), sans photo ni logo.

Chaque article devra être transmis en version numérique à la Direction de la Communication, au plus tard sept jours ouvrés avant le départ en fabrication de chaque support. La date de départ en fabrication des supports d'information sera communiquée systématiquement par la Direction de la Communication aux responsables de groupes.

Le texte, le titre et la signature remis par chaque groupe d'opposition seront mis en forme par la Direction de la Communication conformément à la charte graphique et au code typographique des supports concernés.

En cas de non-respect du délai de transmission de l'article, la mention « *Texte non parvenu dans les délais impartis* » sera apposée dans l'espace réservé.

Les articles consacrés à la gestion locale ne devront comporter aucune mise en cause personnelle ni être de caractère diffamatoire.

Si l'article transmis contient des propos diffamatoires ou injurieux, le Directeur de publication peut demander par écrit, dans un délai de deux jours, une rectification par son auteur avant publication.

Ces échanges doivent intervenir dans le respect des délais de publication mentionnés ci-avant. Si l'auteur persiste, le Directeur de publication se réserve le droit de saisir le Tribunal compétent. En l'absence de rectification, la mention « *Texte non conforme à la législation en vigueur* » sera apposée dans l'espace réservé.
